



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique agricole commune

Question au Gouvernement n° 946

Texte de la question

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

**M. le président.** La parole est à M. Marc Le Fur, pour le groupe Les Républicains.

**M. Marc Le Fur.** Cette question s'adresse à vous, monsieur le Premier ministre, et j'espère qu'elle retiendra toute votre attention. Dans le domaine agricole, l'information majeure de ces dernières semaines, ce n'est pas le vote du projet de loi agricole – nous ne nous faisons aucune illusion sur un texte de circonstances. L'information majeure, c'est l'annonce d'une diminution très forte du budget de la politique agricole commune, baisse catastrophique puisque l'on parle de 10 % à 12 %. Cela représente une perte de 5 milliards d'euros pour l'agriculture française entre 2021 et 2027.

Cette baisse aurait des conséquences pour nos agriculteurs dont les revenus seront directement touchés, des conséquences pour la crédibilité de l'Europe dont c'était la seule vraie grande politique pérenne et volontariste ! Cette baisse serait également le reflet de l'affaiblissement de notre pays qui, à force d'évoquer les grands principes européens dans de grands et beaux discours, en oublie nos intérêts fondamentaux.

Monsieur le Premier ministre, que va faire le Gouvernement ? Je rappelle, avec une certaine solennité, que jamais vos prédécesseurs, jamais les prédécesseurs du Président de la République, n'ont cédé sur la PAC. Ne renoncez pas ! Cette baisse intervient au moment même où nous ouvrons largement nos frontières aux produits canadiens, aux produits d'Amérique latine, du Brésil et de l'Argentine, à ceux du Mexique, et bientôt à ceux de l'Australie.

Dans une région comme la Bretagne, marquée par une forte spécialisation agricole et agroalimentaire, une baisse de la PAC aura des conséquences dramatiques – une perte de l'ordre de 400 à 500 millions d'euros est envisageable dans la même période. Je vous invite à en prendre conscience ! D'ailleurs, monsieur le Premier ministre, puisque vous vous êtes rendu dans le Cher, après vous être rendu dans le Lot, je vous invite maintenant en Bretagne pour travailler, entre autres, sur ce sujet. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

**M. Fabien Di Filippo.** Elle ne sait pas ce que c'est, la PAC ! *(Protestations sur les bancs du groupe LaREM.)*

**Mme Nathalie Loiseau,** ministre chargée des affaires européennes. Merci de votre courtoisie !

Monsieur le député Marc Le Fur, la proposition de budget présentée par la Commission n'est qu'un projet. Pour

ce qui concerne la PAC, ce projet n'est pas acceptable (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, MODEM et UDI-Agir*) car il conduirait à une baisse drastique des revenus de nos agriculteurs et toucherait la plupart des exploitations agricoles.

Il n'est pas acceptable car la PAC est au cœur des enjeux stratégiques de l'Union européenne. Elle assure notre souveraineté et notre sécurité alimentaire. Elle accompagne les nouveaux défis de l'environnement, du changement climatique. Elle aide à transformer les filières, les modèles et les pratiques agricoles.

Puisque cette proposition n'est pas acceptable, nous ne l'accepterons pas. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, MODEM et UDI-Agir*)

**Mme Émilie Bonnavard.** Double langage !

**Mme Nathalie Loiseau, ministre.** Nous l'avons dit publiquement dès le 2 mai, Stéphane Travert et moi-même. Stéphane Travert se trouvait la semaine dernière à Madrid avec ses partenaires. Il est aujourd'hui à Sofia avec les ministres de l'agriculture de l'Union européenne. Moi-même, je l'ai dit au Conseil des affaires générales et à l'ensemble de mes partenaires.

**M. Christian Jacob.** Il ne suffit pas de parler !

**Mme Nathalie Loiseau, ministre.** Je le redis devant vous comme je l'ai dit à la Commission. Moderniser la PAC, oui, car c'est ce que les agriculteurs nous demandent pour qu'elle soit plus efficace et plus simple. Mais sacrifier la PAC, il n'en est pas question ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, MODEM et sur quelques bancs du groupe UDI-Agir*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Marc Le Fur](#)

**Circonscription :** Côtes-d'Armor (3<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 946

**Rubrique :** Agriculture

**Ministère interrogé :** Affaires européennes

**Ministère attributaire :** Affaires européennes

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [6 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 juin 2018](#)